

EPU BAHAMAS

Monsieur le Président,

La souveraineté est un droit fondamental, mais les rapports indiquent que le gouvernement des Bahamas la considère comme un outil de discrimination

L'UTA lance un cri d'alarme face à l'utilisation discriminatoire des nouvelles mesures de l'administration bahamienne.

Depuis le premier novembre, date d'entrée en application de nouvelles dispositions prises par l'Etat bahamien, les autorités multiplient les arrestations et l'incarcération dans de mauvaises conditions des migrants.

La situation devienne de plus en plus critique, les arrestations de migrants illégaux se poursuivent dans l'archipel des Bahamas. Les enfants ne sont toujours pas épargnés.

Monsieur le Président,

Les nouvelles dispositions du département des migrations des Bahamas sont désormais dénoncées par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme sur tout le continent.

Ces nouvelles politiques signifient que des milliers d'enfants aux Bahamas vivent maintenant dans la peur de l'arrestation ou l'expulsion arbitraire. Les Bahamas doivent immédiatement remplir leur obligation de protéger les enfants, peu importe leur statut, et peu importe leur origine ethnique

Monsieur le Président,

Nous UTA condamnons la multiplication des arrestations et la détention dans de mauvaises conditions des migrants haïtiens aux Bahamas. Et appelons la communauté internationale, et notamment les puissances influentes, à prendre des mesures urgentes et pratiques pour mettre fin à l'utilisation discriminatoire des nouvelles mesures de l'administration bahamienne.